

DEBACLE ET RENAISSANCE DE L'EURO

Par Jean-Claude COURDY

A la suite de la crise grecque, l'Euro a coulé à pic. Pour sauver la monnaie unique des seize, les chefs d'Etat européens, encouragés par le président des Etats-Unis ont voté un crédit de sept cent cinquante milliards d'euros dont cinq cents milliards pour des prêts par l'intermédiaire de la Banque Centrale européenne et deux cent cinquante milliards dégagés par le Fonds Monétaire International.

Comme le soldat Ryan, il fallait donc sauver la Grèce. Il a failli être trop tard. Les hésitations allemandes ne sont pas seules responsables; c'est le fonctionnement des Institutions européennes qui est cause. Dans une première réaction à la crise grecque, le gouvernement d'Angela Merkel et l'opinion publique allemande, relayés par d'autres gouvernements et opinions publiques en Europe, souhaitaient donner aux Grecs une bonne leçon de civisme européen. L'attaque des spéculateurs n'en a été que plus violente, entraînant une dégringolade de la monnaie unique et la mise en danger des maillons faibles de la zone euro.

Dans la lettre commune qu'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont adressé au président européen et au secrétaire général de la communauté, on décelait l'essentiel des réformes à promouvoir pour préserver l'Europe d'un effet domino qui entrainerait dans le sillage de la Grèce des pays membres comme l'Espagne ou le Portugal. Or jusqu'ici, les traités interdisaient aux institutions européennes de renflouer un état membre. Pour la Grèce, il a donc fallu recourir à des décisions bilatérales, pays par pays. Renforcer la gouvernance économique européenne, comme le demandent les chefs d'Etat de la France et de l'Allemagne, équivaldrait à créer une gouvernance politique de l'Europe, si on admet que la séparation de l'économique et du politique représente le plus mauvais système de gouvernement. La dérive du capitalisme américain en est un exemple. Le cas de la Chine n'en n'est pas moins éclairant. Pékin est entraîné dans une sorte de grand écart impossible dans les pays occidentaux, à moins d'abandonner tous les systèmes de valeurs, fondement de leur existence.

Qui pourrait aujourd'hui dresser in inventaire des pays prêts à abandonner leurs prérogatives nationalistes ?

Dans une interview au journal « Le Monde », l'ancien Premier Ministre Belge Guy Verofstadt, aujourd'hui chef du groupe des Libéraux Démocrates au Parlement européen s'inquiétait de la gestion actuelle de l'Europe qui a mis trois mois à trouver un consensus, non pour donner de l'argent à la Grèce mais pour lui en prêter.

La réunion des chefs d'Etat des 16 pays membres de la zone euro a donc décidé la création d'un fonds d'urgence d'assistance financière. On remarquera au passage que cette solution qualifiée de « systémique » face à un problème « systémique » comme l'avaient défini le président français et le patron de la banque centrale européenne, existe déjà pour les Etats européens qui ne sont pas membres de la zone euro.

Ce fonds d'assistance exceptionnel se base sur l'article 122 du traité de Lisbonne qui permet « de soutenir un pays en raison de catastrophes naturelles ou d'évènements exceptionnels qui échappent à son contrôle. Ce fonds est un avertissement aux marchés qui seraient tentés, après la Grèce, de s'en prendre à l'Irlande, au Portugal ou à l'Espagne.

La priorité est aujourd'hui à la rigueur. La zone euro a ainsi décidé de mettre en place à l'aide des services secrets un mécanisme d'enquêtes et de contrôle de tous les opérateurs du marché, banques, fonds de pension et autres qui par des actions inconsidérées, affoleraient les bourses mondiales. Dans une communication téléphonique avec Angela Merkel et avec Nicolas Sarkozy, le Président Obama a tenu à marquer son soutien aux européens. Il démentait ainsi ceux qui avaient fait courir le bruit que la politique du dollar jouait contre l'euro. Aujourd'hui, alors que se confirme une reprise économique très nette aux Etats-Unis, le Président américain a plutôt intérêt à renforcer ses alliances avec l'Europe. Des défis communs aux deux continents de l'occident prennent une dimension qui exige l'union d'autant plus qu'en terme de finances publique, la zone euro apparaît plus saine que la zone dollar. Les Etats-Unis affichent un déficit public de 10,7% du Pib et une dette qui s'élève à 92% de ce même Pib. Les chiffres correspondants pour la zone euro sont respectivement de 6,9% pour le déficit public et de 84% pour la dette.

Il convient de relativiser les statistiques en constatant que jusqu'ici, il n'y avait pas en Europe de solidarité budgétaire. Le fonds de cinq cents milliards, voté par le sommet des seize, présente donc un caractère exceptionnel. De quoi stabiliser les marchés ? Les conditions de prêt à la Grèce et éventuellement aux autres pays en difficulté pourraient provoquer un retard de croissance dans la zone euro et l'austérité draconienne exigée des Grecs pourrait produire l'effet inverse à celui recherché : une situation de déflation.

Les chefs d'Etat des seize pays de la zone euro n'ont pas pris pour prétexte les tricheries d'Athènes pour créer un repli sur soi capable de mettre en cause l'existence même de la monnaie unique et de tirer un trait sur tous les acquis européens depuis plus d'un demi siècle.

Les mesures énergiques décidées ont enfin calmé les marchés. Le soldat Ryan serait donc sauvé, entraînant le sauvetage de tous les autres en difficulté. L'Europe en sort renforcé même si les mesures revêtent un caractère tactique et ne résolvent pas complètement une crise qui de l'avis des économistes n'est pas prête de s'éteindre.

Jean-Claude COURDY